

Le Chili bouge?



par Guillermo Alvarado

Dans au moins 25 villes du Chili, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté jeudi pour exiger le déblocage au Congrès national des projets de loi sur la réforme fiscale et la réforme des retraites, coincés entre l'opposition de la droite et la passivité du gouvernement de Gabriel Boric.

Ces deux initiatives étaient au cœur du programme de travail de la coalition qui a porté l'ancien leader étudiant au Palais de la Moneda, mais après la moitié de son mandat, elles n'ont toujours pas vu le jour et les prévisions sont pessimistes.

Face à cette situation, la Central Unitaria de los Trabajadores, CUT, la plus grande organisation syndicale du sud du pays, a appelé à une grève nationale lors de son récent congrès, accompagnée de nombreuses manifestations pour faire pression sur les organes législatifs et exécutifs.

Un mécontentement particulier est suscité par le système de retraite, créé sous la dictature d'Augusto Pinochet, qui oblige tous les travailleurs, publics et privés, à remettre leurs cotisations aux administrateurs des fonds de pension, les AFP, dont la plupart sont de grandes sociétés financières transnationales, chargées de gérer ce service.

La plupart des AFP sont des filiales de sociétés américaines qui investissent les ressources des travailleurs dans différents domaines, tels que l'industrie fruitière, la spéculation immobilière et l'énergie, où elles réalisent d'énormes bénéfices avec des capitaux qui leur sont fournis gratuitement.

En contrepartie, elles versent aux retraités chiliens des pensions misérables, dont plus de 70 % sont inférieures au salaire minimum légal et dont un sur quatre se situe en dessous du seuil de pauvreté.

Mettre fin à cette sale affaire était l'une des revendications du mouvement social qui a débuté en octobre 2019, mais la défense acharnée des AFP par les députés et sénateurs de droite a rendu cette tâche impossible.

Non moins complexe est la tâche de réformer le système fiscal et de faire payer plus d'impôts à ceux qui ont les revenus les plus élevés. En plus de tous les vides juridiques de l'appareil fiscal chilien, les grandes entreprises trouvent toujours des moyens de se soustraire à leurs obligations.

Cela empêche, par exemple, d'investir dans le système de santé, où les listes d'attente pour une intervention chirurgicale ou une consultation avec un spécialiste durent souvent des années et où de nombreux patients meurent en attendant leur rendez-vous.

Ce sont ces raisons et d'autres similaires qui ont motivé la grande marche d'hier soir au Chili, un pays où règne également une insécurité croissante face à la délinquance et au crime organisé.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/352234-le-chili-bouge>



Radio Habana Cuba